

LE P-DG DE LA SNVI ARRACHE L'ACCORD DU PREMIER MINISTRE 2 000 postes d'emploi à créer en 2010

La Société nationale des véhicules industriels (SNVI) est l'une des entreprises publiques économiques (EPE) à bénéficier du plan de relance des entreprises nationales. Un plan contenu dans le nouveau programme quinquennal d'investissements 2010-2014 évoqué lors de la dernière tripartite.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le Premier ministre vient de donner son accord pour le recrutement de 2 000 travailleurs avant la fin de l'année 2010. Un accord qui a été arraché par le premier responsable de la SNVI lors de la tripartite, lors des discussions des trois partenaires sur le premier point inscrit à l'ordre du jour de cette réunion qui porte sur «les récents développements économiques sur la scène nationale». Présent à ladite réunion, le P-dg de la SNVI, qui a passé en revue

la situation qui prévaut au sein de son entreprise et ses perspectives, a reçu l'accord du Premier ministre Ahmed Ouyahia pour engager un vaste plan de recrutement d'une main-d'œuvre spécialisée, estimée à 2000 travailleurs.

Selon des sources proches des partenaires de la tripartite, «l'urgence» de procéder à cette «opération» est dictée par le plan de charges «bien garni» de la SNVI pour les deux prochaines années qui s'élève à 40 milliards de dinars. Le

portefeuille de commande, tous types de clientèles confondus, est de 4 000 véhicules (K66 et K120), pour le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, (bennes à ordures ménagères, bennes tasseuses, citernes et 1 300 minibus pour le transport scolaire), en plus de la commande du ministère des Transports qui « nous a confirmé un programme de 250 autobus destinés à créer des sociétés de transport urbain dans les différentes wilayas du pays». «Ce sont des autobus de type 100 V8 ou 100 L6», a affirmé le P-dg de SNVI.

Il est à noter qu'en 2009, le dossier SNVI a été pris en charge par les pouvoirs publics, et le conseil des participations de l'Etat (CPE) a décidé d'une résolution portant assainissement financier de la SNVI avec maintien de ses principales activités (fonderie, forge, montage camion et bus, etc.) Mieux, la SNVI bénéficiera d'un plan d'investissement avec mise à disposition de gros moyens par l'Etat, destinés à l'amélioration et à la modernisation de la SNVI qui devrait ainsi être reconfigurée en fonction des exigences du marché. Il y a quelques jours, le premier responsable de



Photo : DR

cette EPE avait déclaré qu'«à partir de 2010, la SNVI entrera dans une phase de développement et de redressement en tant qu'entreprise de première grandeur, car les pouvoirs publics ont décidé de l'incorporer parmi les fameux champions. L'entreprise est capable de s'intégrer au marché mondial du véhicule industriel».

Une déclaration qui ne fait que confirmer les termes de l'accord conclu lors de la tripartite dans le chapitre relatif à l'évaluation et aux perspectives du pacte national économique et social. En effet, dans ledit document, il

est écrit que «le gouvernement considère que des progrès restent à réaliser pour permettre à l'outil productif local d'améliorer sa productivité et sa compétitivité, en vue de prendre une place majeure sur le marché local et d'aller à la conquête du marché extérieur». Il s'agit notamment de «moderniser les entreprises publiques disposant de marchés pour sauvegarder les capacités nationales et en améliorer la productivité avec le concours de partenaires étrangers, de développer le financement de l'investissement dans les entreprises avec garantie

des fonds pertinents, le développement des fonds d'investissement au niveau des wilayas, de mettre en place de mécanismes de leasing, ainsi que le concours du Fonds national d'investissement, d'accroître le programme national de mise à niveau des petites et moyennes entreprises pour bénéficier d'un minimum de 20 000 unités durant les cinq prochaines années avec un soutien aux études, à l'investissement immatériel et matériel de modernisation et à la formation au management.»

A. B.

M. OUSSEDIK, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ASAL : «Le satellite Alsat-2 sera lancé au début de l'année 2010 »

Un bureau d'appui régional sera créé à Alger dans le cadre du programme des Nations unies sur la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER), avec utilisation des données spatiales. Le projet a été concrétisé hier, suite à la signature d'une convention entre l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et le Bureau des affaires spatiales des Nations unies. En marge de la Conférence africaine sur les sciences et technologies spatiales au service du développement durable, le directeur de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) a déclaré que le satellite Alsat 2 sera lancé au premier trimestre de l'année 2010. Lors de cette rencontre, des experts représentant divers pays africains ont développé l'opportunité de la mise en place d'une stratégie commune pour le développement durable. Selon M. Oussedik, directeur général de l'ASAL, il s'agit d'une exploitation régionale et africaine des données spatiales. Par ailleurs, une deuxième convention a été signée entre l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria et l'Algérie. Elle concerne la réalisation d'une constellation satellitaire pour la gestion des ressources africaines (ARMC).

Pour ce qui est du premier projet, l'Algérie abritera un bureau régional qui jouera un rôle important dans la prévention des risques majeurs. Le projet sera réalisé en collaboration avec la Direction générale de la Protection civile, a expliqué M. Oussedik. «Dans le cas d'une catastrophe naturelle, les données arrivent au bureau créé grâce à une convention. Les données et images sont étudiées et envoyées rapidement aux pays concernés, dans la sous-région de l'Afrique du Nord et le Sahel», a déclaré le premier responsable de l'ASAL. Concernant la deuxième convention, signée hier, elle permettra, selon ses initiateurs, d'avoir des images qui permettront un développement durable des pays africains. M. Oussedik évoquera également la possibilité d'un programme spatial africain. Les images obtenues seront aussi utilisées dans les programmes de désertification, des ressources en eau et de la lutte antiacridienne.

Intervenant, pour sa part, à l'ouverture du séminaire, Hamid Bessalah, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, a déclaré que le programme spatial national à l'horizon 2020 prévoit la conception et la réalisation de systèmes spéciaux d'observation de la terre à différentes résolutions spatiales et spectacles et un système spatial de télécommunications Alcomsat-1. Ainsi et dans la continuité du système d'Alsat-1 d'observation de la terre, ce programme spatial prévoit, notamment à court terme, une mini-constellation d'observation de la terre à haute résolution Alsat-2A qui est actuellement en campagne de lancement et Alsat-2B. Il s'agit aussi d'un satellite d'observation de la terre à moyenne résolution Alsat 1B assurant la continuité de la mission d'Alsat-1.

Par ailleurs, a expliqué le ministre, à moyen et long terme, d'autres systèmes spatiaux à l'effet d'assurer la couverture quasi totale et permanente des préoccupations nationales en termes d'observation de la terre seront initiés. Selon le ministre, les images satellitaires ont permis, notamment, une utilisation en matière de lutte contre la désertification, les incendies de forêts et les inondations. Les images satellitaires sont aussi utilisées pour le cadastre national.

F. -Zohra B.

LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE OPTE POUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE

Temmar annonce la création d'un centre technique d'innovation dans chaque wilaya

A l'occasion de la célébration de la 13^e Journée nationale de l'innovation, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar, a annoncé, hier, l'installation prochaine d'un centre technique d'innovation (CTI), dans chaque wilaya du pays.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Pour Abdelhamid Temmar, l'industrie ne cesse de se perfectionner à travers le monde, ce qui oblige l'Algérie à suivre cette tendance pour entrer de plain-pied dans la compétitivité, seul moyen, a-t-il souligné, de pouvoir se défendre. Mais se défendre contre quoi ? A ce sujet, le ministre a clairement signifié que pour protéger l'économie nationale, l'Algérie doit soit se renfermer sur elle-même, ce qui n'est point toléré, économiquement parlant, de nos jours, soit innover dans le cadre de ses activités industrielles et se mettre ainsi au diapason mondial, ce qui serait plus appréciable. Le choix étant fait, le ministre a affirmé que dans six ans, le marché industriel algérien sera totalement ouvert à l'Europe. Pour ce faire, tout en se disant conscient que les PME et PMI n'ont pas les moyens de cette nouvelle politique et que l'élément essentiel de l'innovation est l'entreprise, Temmar a annoncé une batterie de mesures devant permettre aux secteurs public et privé de s'inscrire dans cette nouvelle optique. Ainsi, un centre technique d'innovation (CTI) et des



Photo : New Press

directeurs de l'industrie et de la promotion de l'investissement seront prochainement installés dans chaque wilaya du pays. Et une agence nationale de l'innovation sera également créée. Des réunions avec les patrons industriels privés sont aussi prévues, afin, souligne Temmar, de mettre dans le bain ces derniers et les instruire des nouvelles directives.

Par ailleurs, Temmar a tenu à préciser qu'il n'existe aucun pays au monde qui investit dans la formation des cadres autant que l'Algérie. Mais le problème, selon lui, c'est que souvent, les entreprises privées refusent d'engager les jeunes diplômés, laissant à l'Etat le soin de prendre en charge cet aspect particulier du cursus de formation (expérience professionnelle), pour

ensuite les embaucher. Il a également reproché aux industriels privés de ne pas investir dans l'innovation. «Je ne comprends pas ces patrons privés qui gagnent des milliards et attendent l'aide de l'Etat pour investir dans l'innovation. Mais je crois qu'ils ont d'autres préoccupations, étant donné que leur objectif reste d'amasser le plus d'argent possible», a-t-il relevé.

Enfin, le ministre a rappelé que l'Algérie dispose de grandes capacités industrielles, compte tenu de son passé, contrairement à beaucoup d'autres pays arabes tels que l'Egypte qui a plus ou moins une industrie performante, mais qui ne dispose pas d'un passé industriel. Ce qui, souligne-t-il, ne lui permet pas d'aller trop loin.

M. M.